

## Air Liquide – Comité d'Entreprise Européen

### Déclaration sur le plan de restructuration des activités finance Industries Europe

Francfort, le 03 Juin 2019

Les membres du CEE regrettent profondément que le projet de réorganisation ait de graves conséquences sociales sur l'emploi dans les services financiers locaux de plusieurs pays. Ils déplorent le manque de considération des employés concernés (85 postes supprimés, aucune garantie de relocalisation en interne).

C'est d'autant plus regrettable que d'autres scénarios possibles, aux conséquences sociales moindres, ont été proposés, mais ils n'ont pas et ne seront même pas envisagés par la Direction ; aucune analyse détaillée n'a été faite ni communiquée.

Les membres du Comité d'Entreprise Européen sont convaincus que les conséquences sur l'emploi sont inacceptables et socialement irresponsables, et cela démontrent un manque d'anticipation des bouleversements. Par conséquent, le CEE demande à la direction de fournir des garanties pour le maintien en poste des employés concernés par ce projet.

Le Comité d'Entreprise Européen note que la logique financière (coûts, économies, retour sur investissement) ne fait pas partie des avantages attendus ni ne constitue un élément moteur du plan de restructuration. Il est donc totalement incompréhensible et inacceptable que la direction n'ait pas choisi de scénario davantage responsable socialement.

En outre, le calendrier de mise en œuvre du projet semble plus ambitieux que réaliste. Dans l'attente d'une analyse des écarts, un certain nombre de tâches et de contraintes n'ont pas encore été analysées. L'hypothèse du parti pris par la Direction d'identifier ces tâches et ces contraintes grâce à une «analyse des écarts» durant l'été sera courte et inadéquate en raison de la période des vacances. Le Comité d'Entreprise Européen insiste sur l'importance de ces évaluations des carences, qui détermineront le nombre final de postes à fermer et les exceptions à conserver.

Le Comité d'Entreprise Européen est consulté sur un plan alors que l'analyse de l'écart détaillée n'a pas encore été effectuée par la direction du projet. Il est donc impossible d'évaluer les conséquences sociales et organisationnelles précises sur l'emploi et les conditions de travail dans les pays concernés.

Par conséquent, à la lumière des informations fournies à ce jour, la majorité des membres du CEE expriment un avis DÉFAVORABLE.

Pour pallier aux doutes sérieux que les membres du Comité d'Entreprise Européen ont sur ce projet et sur ses conséquences sociales imprécises mais lourdes, il est essentiel que le Comité d'Entreprise Européen reste impliqué dans les prochaines étapes de conception et de mise en œuvre du plan.

Le Comité d'Entreprise Européen se félicite de la proposition de la direction de créer une commission de suivi qui se chargera de suivre de près la mise en œuvre du projet. Le Comité d'Entreprise Européen aura ainsi la possibilité d'examiner et de commenter les points suivants:

- État d'avancement de la mise en œuvre du projet pour toutes les entités / pays concernés
- Mise à jour sur les résultats disponibles de l'analyse des écarts
- Mise en œuvre effective des mesures sociales
- Examen des résultats des actions de soutien en matière d'externalisation

## **Air Liquide –European Work Council**

### **Statement on the restructuring plan of Finance in Europe Industries**

Frankfurt, June 3rd, 2019

The EWC members deeply regret that the reorganization project has serious social consequences on employment in local Finance departments of several countries. They deplore the lack of consideration for the concerned employees (85 positions cancelled, no guarantee for internal relocation).

It is all the more regrettable, because other possible scenarios with less social consequences were proposed, but they have not and will not even be considered by Management; no detailed analysis has been done nor communicated.

The EWC members are convinced that consequences on employment are unacceptable and socially irresponsible, and show a lack of anticipation of upheavals. Hence, the EWC asks Management to provide guarantees for the retention of employees affected by this project.

The EWC notes that the financial rationale (costs, savings, payback time) is neither part of the expected benefits nor a driver of the restructuring plan. Therefore, it is completely incomprehensible and unacceptable, that management has not chosen a more socially responsible scenario.

Furthermore the project's implementation schedule seems more ambitious than realistic. Pending a gap analysis, a number of tasks and constraints have not been analyzed yet. Time to identify these tasks and constraints through a "gap analysis" this summer will be short and inadequate because of the holiday period. The EWC emphasize the importance of these gap assessments, as the result of that will determine the final number of positions to be closed and exceptions to be kept.

The EWC is consulted on a plan, although the detailed gap analysis has not yet been made by the project management. It is therefore impossible to appreciate the precise social and organizational consequences on employment and working conditions in affected countries.

Consequently, in light of the information provided to now, the majority of EWC members express an UNFAVORABLE advice.

To compensate for the serious doubts EWC members still have in the successful implementation of the project and its imprecise but heavy social consequences, it is essential for the EWC to stay involved in the plan's next conception and implementation steps.

The EWC welcomes the management's proposal to set up a follow-up working group who shall closely monitor the implementation of the project. The EWC shall have the opportunity to review and comment on the following:

- Progress status of the project implementation for all impacted entities/countries
- Update on available results of the gap analysis
- Actual implementation of the social measures
- Review of the outcomes of outplacements support actions